

Nous devons sauver l'Europe !

Pour savoir si l'UE demeurera une institution démocratique à l'issue des élections au Parlement européen en mai 2019, il faudra attendre de voir qui remportera la majorité. La droite populiste est déterminée à exploiter le problème des réfugiés - sans solution depuis des années - pour établir une Europe illibérale. Il est tout à fait possible qu'elle y parvienne si nous continuons de reporter à plus tard les problèmes irrésolus de l'UE. Il est plus qu'urgent de prendre des décisions durables pour l'Europe !

Il y a trois approches principales face à la crise manifestement profonde que traverse l'Europe. Certains électeurs sont favorables à l'UE et souhaitent maintenir le *statu quo*. D'autres voient la crise comme le résultat d'une intégration excessive, qu'ils perçoivent comme un obstacle à une « démocratie illibérale » ou à la protection qu'offre l'État-providence. À droite comme à gauche du spectre politique, d'aucuns se disent en faveur de la résurgence de l'État nation.

Les partisans du *statu quo* continuent de soutenir des « réformes structurelles » néolibérales axées sur l'offre, la déréglementation, l'affaiblissement des syndicats, la privatisation et la concurrence mondiale sur les prix. Ce faisant, ils poussent encore un peu plus les citoyens très inquiets dans les bras des partis populistes de droite, qui promettent la sécurité avec la fermeture des frontières, la désignation de boucs émissaires et la mise en place d'un État autoritaire, où seuls les citoyens de souche pourraient bénéficier de la protection sociale.

Leur programme présente des similitudes avec celui de certains acteurs de gauche, qui militent pour que l'État nation ait plus de pouvoir et ont tendance à monter les personnes défavorisées contre les populations pauvres venues d'Afrique, au lieu de lutter conjointement contre les causes profondes de la pauvreté au Nord comme au Sud.

Nous plaidons en faveur d'une troisième approche. Pour que l'UE demeure une institution démocratique et qu'elle ait les moyens de jouer un rôle décisif face aux défis mondiaux grandissants (qu'aucun État nation ne peut relever seul), nous devons rapidement procéder à une transformation politique qui permettra aux États membres de l'UE d'agir à nouveau de concert. Ce n'est qu'ainsi que les

Contact

Editeur-en-Chief - Alain Bloëdt +32 4 91 56 82 72 alain.bloedt@feps-europe.eu

<http://www.progressivepost.eu>

citoyens de l'UE se sentiront à nouveau rassurés et membres d'une union, et qu'il sera possible de faire face à la quadruple crise transfrontalière (la crise économique, sociale, politique et environnementale) et d'influencer l'évolution mondiale en faveur de la protection de la démocratie, de l'État de droit, de la protection sociale et du climat. Ce n'est qu'ainsi que l'UE pourra respecter ses trois engagements fondamentaux, à savoir garantir la paix, la prospérité et la solidarité.

La solidarité est en berne depuis des décennies, tant entre les pays de l'UE qu'envers les pays tiers, comme l'a très clairement montré la gestion de la pauvreté et de la crise des réfugiés. En conséquence, l'UE ne parvient pas non plus à respecter sa promesse de prospérité. Cet échec est dû à l'adoption de politiques européennes à court terme, depuis la crise bancaire en particulier. Ce manque de vision entrave les initiatives sociales et l'élaboration de politiques qui permettraient de contrer les excès du capitalisme mondial, avec pour conséquence l'exacerbation des différences au sein de l'UE.

Il est dès lors indispensable de rassembler une majorité en faveur de nouvelles politiques qui promeuvent la prospérité pour tous, rétablissent la confiance des citoyens dans les politiques démocratiques, et leur permettent de participer davantage au processus décisionnel pour les politiques qui concernent directement leur quotidien. Au lieu de chercher à assurer une réélection au niveau national et de voir à court terme, il faut suivre les dix-sept objectifs de développement durable des Nations Unies pour sauver l'UE.

Il est plus que temps d'adopter une politique de convergence coopérative ascendante au lieu de cette concurrence acharnée dans tous les domaines. Il faut arrêter d'entraver l'action des syndicats, de nuire aux travailleurs et de privilégier uniquement la déréglementation du marché et la privatisation des biens publics. Ces politiques creusent le fossé entre riches et pauvres, favorisent la surexploitation de la nature et sont néfastes pour l'environnement. Les quatre libertés du marché unique ne doivent plus prendre le dessus sur les droits sociaux fondamentaux. Les citoyens doivent se sentir chez eux dans l'UE.

De plus, l'envers du dogme de l'équilibre budgétaire est qu'il est à l'origine d'un manque criant d'investissements dans les infrastructures et les biens publics (logements dans les villes, prévention du changement climatique) ainsi que dans les industries de pointe. Il impose en outre une dette aux futures générations ! Il est nécessaire que les États membres de l'UE se mettent d'accord sur des

Contact

Editeur-en-Chief - Alain Bloëdt +32 4 91 56 82 72 alain.bloedt@feps-europe.eu

<http://www.progressivepost.eu>

investissements à long terme. Ces investissements pourraient aussi créer de l'emploi, notamment dans le sud de l'Europe. Il serait par ailleurs judicieux que les municipalités - qui sont particulièrement bien placées pour améliorer la situation économique et sociale des citoyens - bénéficient d'un soutien ciblé.

Nous recommandons d'adopter les propositions formulées par l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates, par le Parlement européen, ainsi que par le président français, Emmanuel Macron, en faveur d'un budget pour la zone euro qui serait plus important et garant de stabilité. Ce budget doit être en mesure de compenser les écarts économiques et il doit être contrôlé par le Parlement européen, comme c'est le cas du budget de l'UE.

De plus, ces investissements doivent aboutir à une transformation environnementale ciblée permettant d'opérer, dans la structure économique, les changements difficiles qui s'imposent, de manière équitable et participative. La justice, l'action pour le climat et la participation démocratique sont les piliers d'une « transition juste ». C'est ainsi que l'UE pourra mieux assumer son rôle originel de chef de file, en particulier dans la lutte contre la pauvreté liée au climat dont souffrent les pays du Sud.

Enfin, nous devons de toute urgence élaborer une nouvelle politique européenne en matière d'asile et de gestion des réfugiés - en particulier des procédures d'asile rapides et efficaces (comme aux Pays-Bas) et un accueil décentralisé dans l'UE - qui repose sur une approche humanitaire et coupe l'herbe sous le pied de la droite populiste.

La question des réfugiés peut constituer une excellente opportunité de développement participatif dans les municipalités. De nombreux problèmes pourraient être résolus d'un seul coup si l'UE mettait sur pied un fonds d'intégration et d'investissement dont les municipalités disposées à accueillir des réfugiés pourraient bénéficier pour, d'une part, le financement des coûts d'intégration et, d'autre part, le financement de leurs besoins urgents de développement. Les citoyens pourraient ainsi retrouver leur engouement pour l'UE en constatant les avantages tangibles qu'elle offre.

Contact